

ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE

Annonces du ministre de la Justice

Le jeudi 29 octobre 2020

Le président de la République a décidé, le mercredi 28 octobre 2020, un reconfinement national à partir du vendredi 30 octobre jusqu'au 1^{er} décembre 2020.

À la suite de l'annonce du reconfinement, le ministre de la Justice a adressé le jeudi 29 octobre 2020 un message aux agents relevant du ministère de la Justice.

> [Lien vers le message du garde des Sceaux adressé aux agents du ministère de la Justice](#)

Le garde des Sceaux a précisé que les « PCA [plans de continuité d'activité], *qui réduisent aux fonctions essentielles, ne seront pas activés mais un certain nombre de précautions devront être prises* ».

1. Concernant les juridictions

- **Les services d'accueil uniques des justiciables resteront ouverts mais sur rendez-vous.**
- L'**activité juridictionnelle sera maintenue** en présence des **personnes « dûment convoquées »**, dans le « *strict* » respect des mesures sanitaires.
- Le **plan de déploiement des ordinateurs portables sera achevé « au plus vite »** afin de permettre aux agents du ministère de la Justice, qui peuvent télétravailler, de disposer de cette possibilité.
- Pour ceux dont l'activité en présentiel demeure indispensable pour assurer la continuité du service public, le ministère de la Justice veillera à l'application des normes sanitaires prescrites par le Haut conseil de santé publique.
- **L'activité des agents de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) sera maintenue** « *avec les adaptations et précautions nécessaires* ».

2. Concernant les prisons

- Concernant plus particulièrement les prisons, « ***le respect des mesures sanitaires ne conduit pas à remettre en cause les conditions de vie comme les parloirs ou le travail en détention*** », notamment le **parloir** ou le **travail en prison**. Le garde des Sceaux a transmis une dépêche aux chefs de cours et de juridictions ainsi qu'au directeur de l'administration pénitentiaire en ce sens. Les mesures sanitaires seront tout autant appliquées au personnel pénitentiaire qu'au personnel dont la présence ponctuelle et régulière est requise.
- Un **suivi régulier de la situation sera mis en place** avec les chefs de cours d'appel de zone de défense et de sécurité, les directeurs interrégionaux des services pénitentiaires et ceux de la PJJ. Le ministre de la Justice a annoncé la **réactivation de la cellule de crise ministérielle**.
- Une **concertation renforcée** sera effectuée avec **l'ensemble des organisations professionnelles**.